

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE

855 rue René Descartes
(siège social)
13100 Aix-en-Provence

Références : 20231130_RAP_InspCMSE_ARDéchetsInertes+RexCrue_Complet.odt
Code AIOT : 0006101498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE implanté Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne. L'inspection a été annoncée le 07/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été conduite à l'origine dans le cadre de la mise en œuvre de l'action régionale « conditions d'admission des déchets inertes dans une carrière ». Elle a également permis de revenir sur le retour d'expérience relatif à la crue torrentielle du Nant Agot survenue le 15/11/23.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE
- Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE (ex-CMCA), filiale de la société COLAS, exploite à Aime-la-Plagne une carrière à ciel ouvert de calcaire sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 31 mars 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration d'incident relatif à la crue torrentielle du Nant Agot
- Action Régionale sur les conditions de remblayage de la carrière par des déchets inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.6	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.1	Sans objet
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.1	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.2	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence la bonne réactivité de l'exploitant de la carrière CMSE vis-à-vis de l'évènement accidentel survenu le 15/11/23 sur la carrière à la suite de la crue Torrentielle du Nant Agot. Dans ce contexte, l'exploitant a engagé une réflexion permettant de définir les mesures à mettre en œuvre à moyens termes en engageant, notamment, la réalisation d'une étude hydraulique et géotechnique.

Par ailleurs, les constats formulés sur les conditions de remblayage des déchets inertes sur la carrière confirment la conformité réglementaire des modalités organisationnelles et documentaires mises en place dans le cadre de l'exploitation de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant nous a informé le 16/11/23 par téléphone d'un évènement survenu la veille sur le site de la carrière. En effet, suite à de fortes précipitations et à la fonte nivale, une crue/lave torrentielle du Nant Agot a dégradé et coupé la route communale et produit des débordements généralisés dans l'enceinte de la carrière CMSE, en passant par la zone de stock. Dès la survenue des premiers débordements, l'exploitant a engagé des mesures d'urgence

<p>(terrassement, libération des buses, mise en place d'une digue en béton par merlons-blocs FAMY, etc.) permettant d'éviter que l'eau puisse s'orienter vers la route d'accès à la carrière et par conséquent vers la RN 90.</p> <p>Le service d'inspection des installations classées a été régulièrement informé des évolutions du site en particulier par l'envoi de 2 comptes rendus de réunions survenus sur site le 16/11 et le 17/11 en présence de : CMSE, ONF-RTM, ONF, mairie de Aime-La-Plagne, SDIS 73, APTV-Gemapi.</p> <p>Ce point particulier a été rajouté à l'ordre du jour de la visite d'inspection déjà planifiée le 30/11/23 et objet du présent rapport.</p> <p>Par ailleurs, il a été demandé à l'exploitant l'envoi du rapport d'incident avant la visite d'inspection. Ce document a été transmis à l'inspection des installations classées en date du 27/11/23.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les constats réalisés sur place lors de la visite d'inspection montrent la bonne réactivité de l'exploitant face à un évènement dont l'origine accidentelle (risques naturels en amont de la carrière) n'est pas liée à l'exploitation de la carrière.</p> <p>Dès lors, un certain nombre de réflexions sont en cours afin de déterminer les mesures à mettre en œuvre à moyen terme afin de prendre en considération un évènement de même ampleur. D'après les premières observations formulées dans le rapport RTM, les passages busés du Nant Agot, au sein de la carrière, limitent la capacité du cours d'eau. Pour limiter les risques de débordement et les conséquences dans la carrière, l'exploitant propose la réalisation d'une étude hydraulique et de stabilité afin d'envisager les pistes d'amélioration potentielles.</p> <p>Cette étude, qui devra intégrer la zone de remblais du site, sera transmise au service d'inspection des installations classées dès réception par l'exploitant avec une mise en perspective des solutions retenues par la société CMSE et les délais de mise en œuvre associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Objectifs généraux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant dans son rapport d'incident mettent en évidence la mise en œuvre rapide de mesures d'urgences, recommandées par le service RTM de l'ONF avec pour objectif de limiter les risques de débordements et divagations de l'eau vers la ZA de Plan Cruet et la RN90.</p> <p>Dans la carrière et tel que décrit au point précédent, cela a consisté en la mise en place d'une digue en bloc béton sécurisant le retour des eaux vers le Nant Agot.</p> <p>Dans un second temps, des travaux de remise en état ont été menés. En effet, dans la carrière, les passages busés ont été obstrués durant la crue torrentielle. Les travaux consistaient donc à dégager ces buses par le retrait de quelques arbres penchés et embâcles. Entre les buses n°2 et n°3 la crue a engendré un affouillement sur une dizaine de mètres. Des blocs d'enrochement ont donc été posés pour stabiliser le lit sur une quinzaine de mètres.</p> <p>Le 16/11/2023, l'entrée des buses n°3 a été dégagée. La remise dans son tracé initial du Nant Agot a été réalisée le 21/11/2023. La buse n°2 a été dégagée le 21/11.</p> <p>Le service d'inspection des installations classées souligne la réactivité de l'exploitant afin de prendre toutes les dispositions nécessaires permettant de gérer cet évènement accidentel significatif.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Le site fera l'objet d'un remblaiement partiel essentiellement à l'aide de matériaux inertes extérieurs qui conduira à la réalisation de versés selon le profil suivant : <ul style="list-style-type: none">• Hauteur de talus = environ 25 m• Largeur de banquettes = 10 m• Pente de talus 2/3 (34°)• Densité = 2
Constats : La visite sur site et le plan topographique présenté lors de la revue documentaire permettent de justifier du respect des prescriptions en matière de méthodologie de mise en dépôt des remblais. Pour autant, l'exploitant s'est engagé à réaliser une étude hydraulique et géotechnique permettant de garantir la stabilité physique des terrains remblayés.
Observations : Tel que formulé au constat n°1, l'exploitant transmettra, dès réception, au service d'inspection des installations classées les conclusions et préconisations retenues par l'exploitant dans l'étude précitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : I – L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.1.3.3. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes. Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. II – L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumis aux intempéries. III- L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.
Constats : Les documents présentés lors de la revue documentaire (plan topographique en particulier) mettent en évidence le respect des dispositions réglementaires contrôlées.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de faire parvenir au service d'inspection des installations classées le dernier plan topographique à jour permettant de localiser les zones de remblais et de justifier des données figurant sur le registre d'admission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis dans le tableau en annexe 6 et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même tableau. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2. Seuls les déchets respectant les critères définis dans ce tableau peuvent être admis. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission. Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, la date et l'heure de l'acceptation des déchets. L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets,• le nom et les coordonnées du producteur des déchets,• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets ;• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, leur provenance et leurs caractéristiques;• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la revue documentaire, l'exploitant a été en capacité de justifier de la bonne tenue documentaire et organisationnelle permettant de répondre aux attendus des prescriptions réglementaires en matière d'acceptation des déchets inertes sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite